

Service risques et installations classées (SRIC)  
12-14 rue des Archives  
94000 Créteil

Créteil, le 12 février 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/01/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **OP CORE DC3**

61 rue Julian Grimaud  
94400 Vitry-sur-Seine

Références : DRIEAT-IF/UD94/SRIC/PADVME/2023/YBC/n°48GR  
Code AIOT : 0006516500

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2024 dans l'établissement OP CORE implanté 61 RUE JULIAN GRIMAU 94400 Vitry-sur-Seine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le datacenter ONLINE DC3 possède 12 groupes électrogènes (GE). Le 10 décembre 2020, la société SCALEWAY a déposé un dossier d'enregistrement auprès de la préfecture du Val-de-Marne afin de se régulariser et de rajouter 5 GE sur le site. Le dossier a été instruit et l'arrêté d'enregistrement est rentré en vigueur le 13 décembre 2022. Le gérant de la société Op Core a transmis, par courrier du 04/07/2023, à la préfète du Val-de-Marne, une déclaration de changement d'exploitant pour les installations anciennement exploitées par la société Scaleway dénommées respectivement Scaleway DC2 (sise 29 rue Edith Cavell à Vitry-sur-Seine) et Scaleway DC3 (sise 61 rue Julian Grimaud à Vitry-sur-Seine). Conformément à l'article R512-46-23 du code de l'environnement, l'exploitant a transmis le 4 juillet 2023 un courrier informant la préfecture de sa volonté de modifier la puissance thermique nominale totale des GE initialement déclarée à 46,56MW à 49,47MW.

Par courriel du 27 juillet 2023, la société Op Core a également porté à la connaissance de la préfecture du Val-de-Marne son souhait de modifier le plan de gestion des eaux pluviales et d'incendie du site Op Core DC3.

Dans le cadre de l'action régionale concernant le suivi des mises en demeure, une inspection a été réalisée, le 23 janvier 2024, sur le datacenter ONLINE DC3 exploité par OP CORE au 61 rue Julian

Grimau 94400 Vitry-sur-Seine.

L'inspection du 17 mai 2023, avait relevé 3 non-conformités (NC). L'exploitant a transmis des éléments permettant de lever la NC n°3 (Moyens de lutte contre l'incendie) et une partie de la NC n°2 (conformité de l'installation). L'inspection du 23 janvier 2024 s'est concentrée sur le contrôle de la NC n°1 (Confinement des eaux) qui avait fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 août 2023 et de la deuxième partie de la NC n°2.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- OP CORE
- 61 RUE JULIAN GRIMAU 94400 Vitry-sur-Seine
- Code AIOT : 0006516500
- Régime : Enregistrement

Les ICPE du site sont:

| Rubrique | Régime | Intitulé de la rubrique  | Nature des activités   | Volume des activités |
|----------|--------|--|--|----------------------|
| 2910-A-1 | E      | <b>Combustion</b> , à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou traitement, en mélange avec les gaz combustion, des matières entrantes.<br>Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse, telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L.541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW. | 17 Groupes électrogènes dont 1 en secours                          | 49,47MW              |
| 4734-2-c | DC     | <b>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution</b> : essences et naphtas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines, étant, pour les autres stockages, supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total.   | 2 cuves aériennes et 16 réservoirs journaliers de 1 m <sup>3</sup> | 116 t                |
| 2925-1   | D      | <b>Ateliers de charge d'accumulateurs</b> , lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW.   | Charge d'accumulateurs   | 550 kW               |

|          |    |   |                |         |
|----------|----|---|----------------|---------|
| 1185-2-a | DC | Fabrication, emploi, stockage de gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n°842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n°1005/2009. Emploi dans des équipements clos en exploitation. Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg. | Groupes froids | 4480 kg |
|----------|----|---|----------------|---------|

Le site est encadré par l'arrêté préfectoral (AP) n°2022/04525 du 13/12/2022 portant enregistrement des ICPE Et l'arrêté complémentaire n°2024/00067 du 10 janvier 2024 modifiant le classement du site.

L'arrêté préfectoral n°2023/02998 de mise en demeure a été signé le 10 août 2023 fixant 6 mois à l'exploitant pour respecter l'article 29V de l'arrêté ministériel du 03/08/18 et l'article 2.1.1 de l'AP du 13/12/2022.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle             | Référence réglementaire                      | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-------------------------------|--|--|-----------------------|
| 1  | Confinement des eaux polluées | Arrêté Ministériel du 03/08/18, article 29 V | Demande d'action corrective  | 3 mois                |
| 2  | Hauteur de cheminées          | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 54 | Mise en demeure, respect de prescription   | 6 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités (NC) constatées lors de l'inspection sont les suivantes:

- **Non-conformité n°1: Confinement des eaux polluées**  
Aucun système de confinement n'est présent au droit du site pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre.
- **Non-conformité n°2 : Hauteur de cheminées**  
La hauteur des cheminées est inférieure au seuil réglementairement admissible. En conséquence, les cheminées des groupes électrogènes doivent être modifiées. Ce point qui était prévu dans le DDE de mai 2022 n'est pas réalisé.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Confinement des eaux polluées

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/18, article 29 V;  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Confinement des eaux polluées   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. |
| <b>Constats :</b>   |

|   |
|---|
| <p>Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que les bassins de rétention des eaux d'extinction incendie présents ne sont toujours pas imperméables.<br/>Les travaux prévus pour régulariser cette situation n'ont toujours pas démarrés.</p> <p>Le délai de 6 mois prévu par l'arrêté préfectoral (AP) de mise en demeure (MED) du 10 août 2023 sera échu au 10 février.</p> <p>L'exploitant a assuré à l'inspection que le dispositif de confinement des eaux potentiellement polluées du site sera réalisé dans 3 mois.</p> <p>Suite à la visite d'inspection, par courrier du 2 février 2024, l'exploitant informe la préfecture du Val-de-Marne que suite à une erreur de consultation des entreprises, il ne pourra pas respecter le délai de 6 mois imposé dans l'AP de MED du 10 août 2023. L'exploitant demande à la préfecture un délai supplémentaire de 5 mois pour se mettre en conformité.</p> <p>L'AP de mise en demeure du 10 août 2023, laissant déjà à l'exploitant 6 mois pour se mettre en conformité, l'inspection propose à la préfète du Val-de-Marne de n'accorder qu'un délai supplémentaire de <b>3 mois à partir du 10 février 2024, soit le 10 mai 2024</b> pour respecter l'article 29. V de l'arrêté ministériel du 03/08/18.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Prendre toutes les mesures pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>  |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Proposition de prorogation du délai de MED</p>  |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 10 mai 2024</p>   |

## N° 2 : Hauteur de cheminées

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 54</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Conformité de l'installation</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La hauteur « hp » de la cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne au sol à l'endroit considéré exprimée en mètres) d'un appareil est déterminée en fonction de la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion dans laquelle l'appareil de combustion est inclus et en fonction du combustible consommé par l'appareil.</p> <p>Si plusieurs conduits sont regroupés dans la même cheminée, la hauteur de cette dernière sera déterminée en se référant au combustible et au type d'appareil donnant la hauteur de cheminée la plus élevée.</p> <p>Pour les installations utilisant normalement du gaz, il n'est pas tenu compte, pour la détermination de la hauteur des cheminées, de l'emploi d'un autre combustible lorsque celui-ci est destiné à pallier, exceptionnellement et pour une courte période, une interruption soudaine de l'approvisionnement en gaz.</p> |

Les hauteurs indiquées entre parenthèses correspondent aux hauteurs minimales des cheminées associées aux installations situées au moment du dépôt complet et régulier du dossier d'enregistrement dans le périmètre d'un plan de protection de l'atmosphère tel que prévu à l'article R. 222-13 du code de l'environnement.

**Constats :**

En page 55 de la PJ n°6 du dossier de demande d'enregistrement (DDE) de mai 2022, l'exploitant évalue la hauteur de cheminée imposée par la réglementation pour les groupes électrogènes présents sur site à 18.5 m.

Lors de la visite du 17 mai 2023, l'inspection a constaté que la hauteur des cheminées des GE étaient de 10m, les travaux prévus dans le DDE n'ayant pas été réalisés. (Point de contrôle n°1)

Lors de la visite du 23 janvier 2024, l'inspection a constaté que les cheminées n'ont pas été mises en conformité. L'exploitant a déclaré que la modification des cheminées était prévue dans le cadre des travaux de rénovation du data-center.

Ce point est à prioriser dans le cadre des travaux.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Modifier la hauteur des cheminées des groupes électrogènes conformément à ce qui était prévu dans le dossier de demande d'enregistrement de mai 2022 (page 55 de la PJ n°6 ).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois